

PAS DE DEVELOPPEMENT SANS UNE EDUCATION DE QUALITE EN RD CONGO

par

Raymond-Michel MBALE BASA**Jean-Denis BAKONGA BOKONDA***(Tous) Chercheurs***Louis-Donatien YONGO BOMONGO***Professeur Ordinaire**(Tous) Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education,
Université de Kinshasa***Résumé**

Les objectifs de la stratégie de l'éducation de qualité pour le développement de l'individu, en particulier, et de la nation, en général, doivent assurer un excellent enseignement et son résultat attendu sera l'élite intellectuelle qu'espère la société congolaise dans l'insertion des services humains. En effet, le sous-secteur de l'EPST, sous la conduite de son Ministre de tutelle, se doit de planifier aussi bien des stratégies et des programmes d'action ainsi qu'une nouvelle politique de partenariat pour faire face aux réels problèmes de scolarisation et d'assurer l'efficacité de l'éducation en RDC.

Mots-clés : *développement, éducation, qualité*

Abstract

The objectives of the quality education strategy for the development of the individual, in particular, and of the nation, in general, must ensure excellent teaching and its expected result will be the intellectual elite that Congolese society hopes for. in the integration of human services. Indeed, the EPST sub-sector, under the leadership of its supervisory Minister, must plan both strategies and action programs as well as a new partnership policy to face the real problems of schooling and ensuring the effectiveness of education in the DRC.

Keywords : *Development, education and quality*

INTRODUCTION

Malgré le bouleversement politique et de violents conflits ainsi que des guerres incessantes en RDC, l'effondrement des recettes de l'Etat, l'arrêt de contrôle du revenu national à travers certaines entités territoriales et la récession économique depuis quelques décennies, le système éducatif de la RDC doit continuer de se développer graduellement à tous les niveaux.

A cet effet, le pouvoir organisateur a le devoir de doter sa société des moyens susceptibles de produire le développement et la qualité de son éducation. Ainsi, le Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique doit s'engager au profit du développement social. Il doit également construire un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement à la croissance économique, à la lutte contre la pauvreté, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active. La finalité d'une école est liée à une éducation de qualité est de former des hommes et des femmes compétents, imprégnés de valeurs humaines, civiques, créatifs et sérieux de bâtir une nouvelle société congolaise démocratique, solidaire, prospère et pacifique.

Dans la même perspective de développement, le gouvernement de la RDC ne cesse jamais de mobiliser l'obligation de son enseignement au profit de tous les enfants, car cette action reste un engagement global pris par l'UNESCO pour l'éducation, la science et la culture visant à assurer une éducation de base de qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes (Article 43 de la Constitution de la RDC, 2006).

Il mobilise également la parité de l'éducation qui reste aussi l'affaire de tout le monde, de tous les âges et de tous les sexes, car elle possède toutes les capacités de normalisation et de délivrance.

Le développement du pays dépend relativement d'une éducation de qualité qu'assure son enseignement à chaque génération, comme nous le souligne père Ekwa (Congo-Afrique, 2011) pour qui, les jeunes, dès lors en matière d'éducation, sont une source d'espoir, car leur fréquentation dans une éducation adéquate demeure un privilège pour le pays.

Ce travail a consisté à rechercher les facteurs favorables devant contribuer solidement au développement du pays ; ce dernier ressort d'une école et éducation de qualité qui se définit soit par les performances des élèves, soit par un ensemble des moyens au sein du système éducatif censé déterminer les compétences des élèves.

Cet ensemble des moyens comprend les facteurs mis à la disposition des écoles, notamment les enseignants, les matériels, les infrastructures, l'appui pédagogique et l'administration du système, les méthodes pédagogiques et l'ambiance scolaire.

I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

1.1. Milieu de l'étude

Cette recherche a été menée auprès des experts éducatifs et autres acteurs éducatifs les mieux placés notamment les inspecteurs, les gestionnaires de l'enseignement ainsi que les chefs d'établissement.

1.2. Population et échantillon

La population de la présente étude est constituée des inspecteurs de l'IPP Tshangu, quelques gestionnaires, chefs d'établissement et enseignants de la province éducationnelle de Tshangu qui se présente de la manière suivante : inspecteurs 25 (soit 12,5%) ; Gestionnaires : 25 (soit 12,5%) ; chefs d'établissement : 50 (soit 25%) et les enseignants 100 (soit 50%) ; pour déterminer la taille de notre échantillon, nous nous sommes référés à la table de la détermination de la taille de l'échantillon proposée par Kejcic et Morgan (1970) pour ces auteurs, chaque valeur de la population (effectif - N) correspond à un échantillon (valeur tabulée - S). avec une population de 200 sujets, nous avons un échantillon qui correspond à la valeur tabulée de 132 sujets. Nous avons extrait notre échantillon de 132 sujets, en utilisant la technique d'échantillonnage aléatoire stratifié pondéré. C'est une technique qui permet de tirer un échantillon qui tient compte de la représentation du poids de chaque catégorie majeure de la population, définie par le chercheur (Laveaut & Grégoire, 2014 ; Rouanet, le Roux & Bert, 1991).

Dans notre cas, l'IPP Tshangu et quelques bureaux gestionnaires et écoles de cette province éducationnelle sont considérés comme strates. La pondération se rapporte au poids (pourcentage) de l'effectif de chaque bureau par rapport à l'ensemble de la population.

Pour sélectionner les sujets (tirage au sort avec remise) ; les 132 sujets de notre recherche se répartissent de la manière suivante : inspecteurs : 25 (soit 12,5%, Gestionnaires : 25 (soit 12,5%) ; Chefs d'établissement : 50 (soit 25%) participants et enseignants 100 (soit 50%). Le tableau I présente l'échantillon respectivement selon les sexes et le régime de gestion par bureau

Tableau I. Présentation de l'échantillon par sexe selon les bureaux

Sexes		BUREAUX				
		Inspecteurs	Gestionnaires	Chef d'Etabliss	Enseignant	Total
Féminin	n	10	5	20	40	75
	% dans le sexe	7,5%	3,78%	15,15%	30,30%	56,73%
	% du Total	13,3%	6,6%	26,6%	53,33%	99,62%
Masculin	n	15	20	30	60	125
	% dans le sexe	11,3%	15,15%	22,72%	45,45%	94,62%
	% du Total	12%	16%	24%	48%	100%
Total	n	25	25	50	100	200
	% du Total	12,5%	12,5%	25%	50%	100%

Les données du Tableau I indiquent que par rapport à l'ensemble de l'échantillon, les femmes représentent 56% et les hommes 94,62%. Par rapport aux différents bureaux, les hommes sont plus nombreux que les femmes.

Cette même supériorité numérique est aussi observée pour les enseignants au sein de tous les différents bureaux.

Tableau II. Présentation de l'échantillon par sexe selon les régimes de gestion

		REGIME DE GESTION			
Sexes		Conventionné	Non conv.	Etat ou Inspec	Total
	N	30	25	15	70
Féminin	% dans le sexe	22,7%	18,9%	11,3%	53%
	% du Total	58	35	37	130
	n	43,9%	26,5%	28%	98,4%
Masculin	% dans le sexe	44,6%	26,9%	28,4%	100%
	% du Total	88	60	52	200
Total	n	25	25	50	100
	% du Total	44%	30%	26%	100%

S'agissant des régimes de gestion, on retrouve plusieurs femmes dans les écoles relevant du régime conventionné (22,7%) que dans les écoles non conventionnées (18,9%) et bureaux des inspecteurs 19,3%. Ce même constat vaut aussi pour les hommes (44,6%) et 26,5% ainsi que 28% respectivement conventionné, non conventionné et inspection.

1.3. Collecte et analyse des données

Dans cette étude, nous avons recouru aux méthodes d'enquête et documentaires. Le questionnaire a été utilisé lors de notre enquête pour la collecte des données. Ce questionnaire nous a permis de recueillir les informations sur les points négatifs avec leurs causes et les points positifs avec la solution et les suggestions appropriées.

1.3.1. Les points négatifs retenus sont les suivants :

- Le manque des réformes qui devient un indice de dépérissement de notre domaine du savoir ;
- L'utilisation inadéquate des programmes et des outils inadaptés ;
- La faible efficacité interne ;
- Le manque des programmes et les matériels didactiques ;
- L'encadrement pédagogique peu efficace ;
- La vétusté et le délabrement des infrastructures scolaires ;
- Le vieillissement du corps enseignant ;
- Les langues d'enseignement, français et anglais ne sont ni maîtrisées par les enseignants ni par les élèves ;
- Les disparités entre garçons et filles, pauvres et riches, milieux ruraux et urbains ainsi les enfants hors âges à l'école, etc.

1.3.2. Causes

Les causes suivantes ont été prélevées en rapport avec le faible niveau et fiable accès à l'éducation de qualité :

- l'ignorance et la négligence des parents sur l'importance de l'éducation de l'enfant ;
- l'incapacité des parents à payer les frais scolaires...
- la démission de l'Etat (Budget insignifiant alloué au secteur de l'éducation) ;
- la non adaptation du système scolaire par rapport aux personnes hors-âge et autres groupes défavorisés ;

- l'absence, insuffisance et éloignement des infrastructures scolaires par rapport aux demandes de l'éducation, etc.

-

II. RESULTATS

En ce qui concerne le faible accès à l'éducation et la faible qualité de l'éducation, les résultats du tableau qui va suivre (n°III), indiquent que toutes ces faiblesses sont manifestes chez tous les enfants sans discrimination de sexe, c'est-à-dire, filles et garçons. Il est plus accentué dans les familles pauvres que dans les familles riches, dans les milieux ruraux plus que dans les zones urbaines, ainsi que dans les groupes défavorisés (Bilan de l'UNICEF 2023-2024).

Tableau III. Les disparités entre garçons et filles selon les taux de fréquentation scolaire

Fin de l'année 2023 - 2024				
Niveau	Sexe	Nombre	%	Total
Primaire	Garçons	1.980.217,8	53	6.736.260
	Filles	1.756.042,2	47	51%
Secondaire	Garçons	1.974.357	55	3.589.740
	Filles	1.615.383	45	49%
TOTAL		7.326.000	100	100%

En dehors de nos résultats, le statisticien, Grant Leaity, représentant de l'UNICEF en RDC (septembre 2023 - 2024), rapporte que le faible niveau d'éducation, en particulier pour les filles, est dû, en partie, au nombre relativement élevé de mariages d'enfant et des grossesses précoces.

2.1. Les points positifs d'une éducation de qualité

En ce qui concerne les points positifs d'une éducation de qualité, notre observation a permis de dégager les aspects suivants :

- la mise à jour des programmes en fonction des innovations scientifiques et pédagogiques ;
- la reproduction en quantité suffisante des programmes réformés pour atteindre le ratio un enseignant un programme ;
- la mise à la disposition des enseignants du guide du maître et des manuels d'apprentissage pour les disciplines de base ;
- Equipement des écoles en matériels pédagogiques de base ;
- l'organisation de la formation des formateurs sur l'utilisation rationnelle du programme et des manuels ;
- la suppression de la prise en charge des enseignants par les parents ;
- l'amélioration sensible des salaires des enseignants ;
- la construction de nouvelles infrastructures pour tous les trois niveaux des activités de l'enseignement ;
- la mobilisation, sensibilisation et éducation des parents sur l'importance de l'éducation ;
- la non couverture de nouveaux besoins dus à l'évolution de la technologie ;
- l'inadéquation entre l'emploi et la formation au niveau du savoir, du savoir-faire pratique et du savoir-être (c'est-à-dire pas de formation d'un citoyen, pas d'esprit d'initiative et de créativité, manque d'équipement et de compétence psycho-sociale).

Tableau IV. Appréciation des enquêtés sur les points positif de l'éducation de qualité

Fin de l'année 2023 - 2024			
Sexe	Effectif de l'impact	Nombre	%
Féminin	Susciter l'impact	52	39,3
Masculin		80	60,7

Féminin	Réalisation	58	43%
Masculin		74	56%
TOTAL		132	100%

S'agissant des points positifs de l'éducation de qualité, le tableau IV indique sur 132 enseignants, chefs d'établissement, gestionnaires et inspecteurs interrogés, 52 femmes, soit 39,3% ont accepté que les aspects positifs auront de l'impact sur le développement de notre société contre 80 hommes, soit 60,7% qui ont émis un avis favorable. Cependant, 58 femmes, soit 43% ont témoigné leur réalisation au sein du système de notre éducation contre 74 hommes, soit 56%.

III. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats de cette étude ont montré qu'il se dégage plusieurs pesanteurs de l'éducation qui ont toujours contrecarré le développement social de la RDC. Ces aspects négatifs ont fait ressortir des contraintes majeures ayant permis de proposer des pistes de solution. Il ressort de notre analyse de ces aspects que la situation du secteur de l'enseignement primaire, secondaire et technique est en état critique, et que la crise est profonde, tous les indicateurs considérés sont défavorisés (négatifs).

Notre analyse a permis d'affirmer que cette situation n'a pas évolué par rapport à ce qu'elle fut au courant des dernières années (états généraux de l'éducation), certains points ont été prioritaires et susceptibles d'acquérir un changement pour atteindre l'épanouissement de la société, parmi ces points, figurent en bonne place :

- l'éducation en situation d'urgence pour les enfants retardés à cause d'âges avancés ;
- le vieillissement du corps enseignant ;
- l'inadéquation des anciens programmes et l'inadaptation aux contenus des manuels scolaires assez vieillis ; l'absence des réformes du système éducatif, etc. Ces résultats confirment ceux d'autres chercheurs qui ont trouvé que tous les aspects négatifs entravent l'éclosion du développement social (M. Kubindikila, 2004 ; l'UNICEF, 2004 ; l'UNESCO et la BAD, 2004). Par ailleurs, les résultats de notre étude contribueront également à la littérature sur les aspects positifs susceptibles d'acquérir le développement de notre nation. Après discussion, nous avons indiqué les points les plus favorables. Parmi ces points, il faut citer notamment :
- la nécessité d'avoir une politique concertée entre le gouvernement et les acteurs éducatifs en vue d'organiser les réformes du système éducatif ;
- la mobilisation de tous les garçons et les filles à l'école et en âge révolu (UNICEF, 2000) ;
- l'élargissement de l'éducation de base ; l'amélioration significative de la qualité de l'éducation de base ;
- l'appui au renforcement des capacités ;
- le renforcement du partenariat avec les autres intervenants ;
- la réduction de la disparité entre garçons et les filles ;
- l'importance de Favoriser l'évolution de la nouvelle technologie (M. Kayembe, 2004 ; M. Nlandu, 2004 ; M. Mohamed Fall, 2004 ; l'UNICEF, 2004 ; P. Ekwa Bis Isal Marin, 2011).

CONCLUSION

La présente étude a consisté à analyser les aspects de l'éducation de qualité. En effet, les points proposés ici ont eu pour but d'entamer une large démarche qui conduirait à la mise en œuvre des stratégies pour atteindre le développement éducatif.

Or la vision générale que doit avoir notre nation est l'éducation modèle choisi et des réformes judicieuses pour atteindre ses objectifs prévus. (L'éducation et école de qualité). Aussi, l'état congolais doit veiller sur l'application et l'acquisition des objectifs avantageux sous la contrainte des acteurs éducatifs. Il s'agit ici de la vision globale du gouvernement en matière de l'éducation de qualité, la finalité du nouveau type de l'éducation ainsi que le financement de l'éducation.

BIBLIOGRAPHIE

- Commission de l'Union Africaine. (2020). Manuel des innovations en matière d'éducation en Afrique.
- CUCURAM, M. Donatien. (2015). Ecole pour une nouvelle société en RDC.
- EKWA, BIS ISAL, M. (2015). Pas de développement sans école et sans éducation de qualité.
- KARUME NTWALI, F. (2015). Pas de développement sans école et sans éducation de qualité.
- KITUMBA GAGEDI GASA GISA MWANZA, J.M. (2020). Organisation et législation scolaire, Kinshasa, FPSE/UNIKIN, cours inédit.
- KUBINDIKILA, M. (2004). Etat des lieux du système éducatif congolais/ secteur de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.
- LUHAHI A. L. (2023). Méthodes de recherche scientifique, cours inédit destiné aux apprenants de DES/DEA en Sciences de l'Éducation, FPSE.
- Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel : Rapport final de l'atelier de préparation de la rentrée scolaire 2004 - 2005 et réduction des coûts de la scolarité en RDC tenu du 6 août 2004 à Kinshasa ;
- Ministère de l'EPSP, (2010). Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (2011 - 2015).
- NLANDU, M. (2004). Education pour tous (EPT) en RDC.
- YONGO BOMONGO, L. (2005). « Réforme des programmes de l'enseignement primaire au Congo de 1960 à 1997 et Réponse à la base ». Thèse de Doctorat, Kinshasa.